

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI SAHWANYA FRODEBU
TEL.FAX: (257)215569
B.P.6228
BUJUMBURA

**LES RESPONSABILITES DE
L'UPRONA DANS LE PUTSCH ET LES
MASSACRES D'OCTOBRE 1993 :**

LE FRODEBU ACCUSE.

Bujumbura, octobre 1995

SOMMAIRE

CHAPITRE 1. LES CAUSES	4
1.1. Les causes lointaines.....	4
1.1.1. De l'Indépendance à nos jours : une tradition d'impunité.....	4
1.1.2. Sous le Régime Buyoya : le passage raté à la démocratisation.	10
1.1.2.1. Une unité nationale de façade.....	10
1.1.2.2. Une démocratisation acceptée à contrecœur.....	13
1.1.2.3. Le désir de précipiter les élections. Le pouvoir de BUYOYA n'a jamais voulu accorder du temps à la démocratie pour que le Burundi s'en imprègne.	14
1.1.2.4. La diabolisation du Frodebu lors de la campagne électorale.....	15
1.2. CAUSES IMMEDIATES.....	17
1.2.1. Victoire inattendue et aussitôt contestée du Frodebu.....	17
1.2.1.1. Elections présidentielles contestées malgré une présence internationale qui en a approuvé la régularité.....	17
1.2.2. Les signes avant-coureurs.....	18
1.2.2.1. Les manifestations d'étudiants et les tentatives de putsch du Lieutenant BIZURU (début juin 1995).....	18
1.2.2.2. Troisième tentative de putsch : le Chef de Cabinet de BUYOYA impliqué.....	19
1.2.2.3. Poursuite de la préparation psychologique au putsch : la presse uproniste s'implique.....	19
CHAPITRE.2 : PREPARATION DU PUTSCH ET DES MASSACRES.	22
2.1 Un bain de sang programmé.....	22
2.1.1 Présence massive et anormale de militaires en congé :	22
2.1.2 Réunions clandestines quelques jours avant le putsch et déplacements des responsables Uprona à l'intérieur du pays :	22
2.1.3. Creusement de fosses, stocks de matériel destiné à tuer et à brûler.	24
2.1.4. Existence de listes préalables de personnes à tuer.....	24
2.1.5. Mise à l'abri préalable de familles d'upronistes avant même le putsch.	26
2.1.6. Feux de brousse dans tout le pays.....	27
2.1.7. Des menaces de mort proférées contre les militants du FRODEBU.....	29

CHAPITRE.3 : LE 31 OCTOBRE 1992 : UN PUTSCH PARTICULIEREMENT SANGLANT.....	32
3.1. Un putsch sui generis (unique dans son genre).....	32
3.2. Un putsch particulièrement sauvage.....	33
3.3. Une volonté délibérée de provoquer le vide constitutionnel et le chaos.	33
3.4. Le putsch a été suivi de massacres généralisés :.....	34
Le FRODEBU victime et non coupable.	34
CHAPITRE.4: SITUATION ACTUELLE : UN PUTSCH PERMANENT.....	36
4.1. Des objectifs du putsch	36
4.2. le constat actuel:.....	37
4.3. conclusion	38
CHAPITRE.5 : DE LA RESOLUTION DE LA CRISE : PUNIR LES COUPABLES.....	40
5.1. des politiciens putschistes de l’opposition	41
5.2. les putschistes de l’armée burundaise	42
5.3. les putschistes et le corps judiciaire burundais	45

CHAPITRE 1. LES CAUSES

Le drame que le Burundi a vécu depuis le 21 octobre 1993 tire ses racines dans le passé lointain et immédiat de ce pays. Le passé a été largement dominé par une gestion monolithique et tribaliste du pouvoir où a régné une culture d'impunité et l'absence presque totale du respect des droits de l'homme. Une composante majoritaire était dominée par une minorité.

1.1. LES CAUSES LOINTAINES.

1.1.1. De l'Indépendance à nos jours : une tradition d'impunité.

Le désir absolu de la minorité de conserver le pouvoir a créé une situation d'impunité contre tous ceux qui commettent des crimes dans l'intérêt du pouvoir.

C'est ainsi qu'en 1962, le 19 janvier Jean NDUWABIKE et trois de ses compagnons, leaders syndicalistes, sont exécutés à Kamenge (Bujumbura). D'autres leaders, tel Mathias MIBURO, seront enterrés vivants après des séances barbares de tortures et d'humiliation.

En 1964, le 14 décembre, Monseigneur Gabriel GIHIMBARE, Premier Evêque Hutu, Aumônier militaire des Forces Armées, sur le point de remplacer Monseigneur Grauls est assassiné, il était en train de s'approcher d'un campement militaire. Le militaire qui l'a abattu a prétendu qu'il croyait que c'était un assaillant. Comment un Aumônier militaire pouvait-il ne pas connaître les signes d'identification avant d'entrer dans un camp ? C'était donc un montage.

En 1965, le 15 janvier, Pierre NGENDANDUMWE, Premier Hutu à accéder à la Primature est assassiné. Le procès des assassins n'a jamais eu lieu.

Au mois d'octobre, après une tentative de coup d'état non encore élucidée, qui d'après la version officielle qui étaient au pouvoir, avait été organisée par Gervais NYANGOMA, mais qui d'après la version des condamnés survivants, n'était qu'un montage mené par MICOMBERO et SIMBANANIYE; **toute la classe politique Hutu de l'UPRONA comme de l'administration a été décapitée après des semblants de procès**

Voici, ci-après la liste des 15 (quinze) personnalités du parti UPRONA par ordre de leur importance au sein du parti UPRONA : on constate que tous les Hutu (H) sont morts soit assassinés (+), soit dans des exécutions extra-judiciaires (X).
(Voir signification des symboles à la fin du tableau.)

- (+) 1. Louis Rwagasore T
- (?) 2. Thaddée Siryuyumunsi T
- (X) 3. Paul Mirerekano H
- (+) 4. Pierre Ngendandumwe H
- (C) 5. André Nugu T
- (C) 6. Gaspard Nkeshimana T
- (?) 7. Valentin Bankumuhari T
- (X) 8. Joseph Bamina H
- () 9. André Muhliwa T
- (C) 10. Félix Katikati
- (?) 11. Jean Simbavimbere ?
- (?&Z) 12. Ildephonse Ntamikevyo (beau-père du prince L.Rwagasore) H
- (X) 13. Mathieu Muhakwanke H
- (X) 14. Bernard Nirikana H
- (X) 15. Jean Baptiste Kayabo T

Liste des 70 (soixante-dix) autres personnalités du parti UPRONA, par ordre alphabétique :

- (X) Bankanuriye Pascal H
- Barandagiye Balthazar T
- (?) Baranyanka Charles
- (X) Barumpozako Marc H
- (?) Basita Antoine
- (X) Benyaguje Emile H
- (Z) Bicuka Salum
- Bigumaguma
- (E) Bimpenda Germain
- (X) Bitariho Ferdinand H
- (X) Bubiriza Pascal H
- (X) Bucumi Côme H
- (X) Bucumi Emile H
- Buriye Jacques, prêtre T
- (Z) Hajayandi Raphaël

Kabiligi Libérat, prêtre
 (Z) Kaburahe Damien
 (Z) Kagura Zacharie
 (X) Kahungu Marc, prêtre H
 (C)Kahurura Anselme
 (Z) Kahurura Emmanuel
 Kamenge
 (?) Kandikandi Joseph
 (E) Kayabu Siméon
 Kibwa Bonaventure
 (X) Kibuye Bubeba H
 (Y) Libakare Ildephonse
 (Z) Makuta Lazare, prêtre
 (Y) Manirakiza Marc
 (Y) Mbanzamihigo Charles
 (Y) Mbazumutima Joseph
 Mbugubugu Mélerce
 (X) Miburo Etienne H
 Mikenyere Julien, prêtre
 (?) Mubiligi Bgoya Christopher
 (X) Mugunira Jacques H
 (X) Mukoma Cosias H
 (C)Mukubano François
 (X) Munihiri Paul H
 (?) Ndenzako Léon
 (C)Ndenzako Michel
 Ndikumagenge Salvator
 Ndikuryayo Marcel
 (X) Ndimanya Ignace H
 (Z) Nduwumwami Pierre
 Ngaruko Léopold
 (X) Ngunzu Pierre, exécuté par erreur (T extrémiste)
 (?) Nicayenzi Zénon
 (Z) Nikobamye Nathias H
 (Z) Nimubona Lorgio
 (Z) Nsabimara Evariste
 (?) Nsengiyimva Rémy
 (?) Ntagwarara Antoine
 Ntahokaja Antoine
 (?) Ntamagara Augustin
 Ntavyibuha Patrice
 (Z) Ntiruhwama Jean
 (X) Ntiryica Zacharie H
 Ntuyahaça Michel, évêque
 (?) Nyamoya Albin
 (X) Nyizigiye Cyprien H
 (X) Rubamba Melchiades H
 (?) Rufuruguta André

- (?) Rugigana Jean Marie
- (C)Rukara Alphani
Rutagamirwa Stanley
- (E) Rutuna Etienne
Sindabokoka Tito
Sindamuka Samuel
- (X) Siniremera Apollinaire H

N.B. : Explication des signes :

- (+) assassiné
 - (X) fusillé ou pendu, par suite ou non d'un procès
 - (Y) a été une ou plusieurs fois en prison, avec danger de mort au cours de son arrestation
 - (?) a connu la prison
 - (E) vit en exil
 - (Z) mort naturelle
 - (C)aucune responsabilité politique depuis 1966.
 - (H) Hutu
 - (T) Tutsi
- Sans signe : a connu une carrière normale.

D'après ce tableau on voit que tous les intellectuels hutu ayant milité pour l'indépendance au sein de l'Uprona ont été exécutés par ceux-là même qu'ils ont portés au pouvoir, il n'en existe plus aucun, alors que la plupart des tutsi sont encore vivants.

En 1969 : 29 officiers tous Hutu sont condamnés à mort suite à un montage de coup d'Etat et un procès préfabriqué. Des officiers KARORERO, KATARIHO, BAZAYUWUNDI etc. et beaucoup d'universitaires comme Dr HENEHENE ont été exécutés etc.

En 1971: Un autre montage de coup d'Etat par les Tutsi MURAMVYA-JENDA et des procès préfabriqués furent organisés. Les condamnés dont NTUNGUMBURANYE Jérôme furent graciés par le Président MICOMBERO Michel.

En 1972: Un montage gigantesque suivi d'un génocide contre les hutu :

Fin avril 1972, Ntare IV qui avait été négocié par Arthemon SIMBANANIYE, Ministre des Affaires Etrangères, rentra au Burundi dans l'avion personnel du Général IDI AMIN DADA, Président de l'Uganda. Auparavant il avait sollicité et obtenu l'amnistie du Président du Burundi. Dès son arrivée, il est arrêté et la radio

nationale annonce que l'ex-Roi a été capturé alors qu'il tentait d'envahir le pays à la tête de mercenaires blancs.

Le Gouvernement Ougandais a publié les documents parmi lesquels figurent des photocopies de lettres adressées par le Président MICOMBERO à son homologue ougandais le Général IDI AMIN DADA dans lesquelles il donnait des assurances concernant la sécurité du Roi s'il regagnait volontairement le pays.

Samedi, 29 avril 6 heures après l'annonce par le Président MICOMBERO de dissoudre le Gouvernement, la radio déclara qu'un groupe de réactionnaires et de monarchistes avaient attaqué le palais de Gitega où le Roi était en résidence surveillée, et que le Roi avait perdu la vie au cours de fusillades, que des insurgés se seraient soulevés simultanément à Bujumbura, Bururi, Rumonge et Nyanza-Lac. En réalité, il a été égorgé par un militaire du nom de NIYONGABO Jean, actuellement agent de l'Administration Générale des Migrations (la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers ou PAFE). A travers des informations ambiguës, il y était fait mention que les auteurs du coup d'état étaient des batutsi monarchistes et des bahutu, aidés de mercenaires blancs. Ce montage permit de tuer tous les Officiers Supérieurs et Subalternes Hutu, Sous-Officiers, Caporaux et Soldats, tous les Ministres, Hauts-fonctionnaires, étudiants et paysans.

Ce fut le plus grand massacre connu au Burundi. Plus de 300.000 Hutu furent tués et jetés dans des fosses communes, tandis que des centaines de milliers d'autres fuyaient vers les pays voisins. On notera que même le Commandant Martin Ndayahoze ministre de l'Information, qui avait dans un rapport politique attiré l'attention du président Micombero sur les risques d'explosion ethnique, a été exécuté avec tous les ministres hutu, dont Ndayiziga Marc, accusé à tort d'être le cerveau de la rébellion.

En 1988 : Au mois d'août, dans les Communes de NTEGA et MARANGARA, l'Armée fit plus de 50.000 victimes Hutu, 65.000 se réfugièrent au Rwanda.

En 1991 : Au mois de décembre, des massacres sélectifs furent déclenchés au Nord du pays, puis se généralisèrent dans tout le pays, faisant 20.000 morts et 50.000 réfugiés.

En 1992 : Tentative de putsch du régime BUYOYA, ayant pour objectif de stopper le processus démocratique qu'on allait entamer avec la nouvelle Constitution. Les auteurs n'ont jamais été jugés.

1.1.2. Sous le Régime Buyoya : le passage raté à la démocratisation.

1.1.2.1. Une unité nationale de façade.

Le Président Buyoya aura tout fait pour passer dans l'histoire comme l'homme qui a restauré l'unité nationale et la démocratie, mais on mesure à la lumière des tragédies sanglantes que nous vivons l'ampleur de son échec.

Et pourtant nous l'avions toujours dit ; le président Buyoya n'a jamais eu de lui même de politique réelle d'unité nationale et de démocratisation. Tout ce qu'il a fait a toujours été le fruit de pressions extérieures et inférieures mais il a toujours eu l'habileté d'en tirer le bénéfice politique.

Buyoya n'avait pas de programme politique national lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Son installation au pouvoir a été le fruit de dissensions entre les partisans de Micombero, adeptes de la manière dure, c'est-à-dire, l'élimination physique des Hutu en masse et les partisans de Bagaza, qui préconisaient l'élimination des Hutu en douceur et la discrimination dans l'enseignement. L'armée l'a installé pour remplacer Bagaza ni plus ni moins car le coup d'état du 3 septembre 1987 résultait aussi du contentieux entre Bagaza et son armée. Ce n'était pas pour introduire des changements notoires dans la politique du pays.

Dans son discours-programme lors de la prise de pouvoir, les mots unité nationale et démocratie sont absents.

Dans sa première équipe gouvernementale, n'eussent été les protestations de certaines personnes de son entourage, il allait reconduire les ministres de Bagaza.

Dans une interview à l'AFP trois jours après le putsch, il a répondu que la question de l'unité nationale ne se posait pas et que ce sont toujours les étrangers qui soulèvent des problèmes qui n'existent pas.

Pendant une année, ce fut donc un sujet tabou.

Au mois d'août 1988 il se produisit des massacres interethniques dans les communes de Ntega et Marangara. Buyoya pensait s'en tirer avec une répression aveugle et musclée mais l'histoire en a décidé autrement car il avait oublié que le monde était entré dans l'ère des médias audiovisuels.

Alors qu'en 1972 les premières images apparurent dans les journaux trois mois après le début des massacres, cette fois en 1988, à peine trois jours après l'intervention armée, les télévisions d'Europe montraient déjà les images des corps flottant sur la Kanyaru, les rescapés blessés par balles et par grenades et les flots de réfugiés qui inondaient les collines du Rwanda. Ce fut le choc.

Des équipes de télévision et des agences de presse affluèrent au Burundi et le Président Buyoya eut du fil à retordre en faisant face à la presse étrangère, lui qui était habitué à la presse locale qui n'est ni plus ni moins que la voix de son maître.

Des intellectuels Burundais, dans une lettre ouverte, interpellèrent le président sur la question de l'unité nationale. Certains furent emprisonnés et ne durent leur vie que grâce à la précaution qu'ils avaient prise d'informer les ambassades étrangères.

Le 22 septembre 1988, la Communauté européenne vota une motion contenant une sévère mise en garde au gouvernement au cas où il n'y aurait pas de changement significatif dans la politique du Burundi.

Suite à toutes ces pressions intérieures et extérieures, le président Buyoya réagit par deux décisions importantes:

- **la nomination d'un gouvernement dit d'unité nationale** avec pour la première fois depuis 1965 un premier ministre hutu et un nombre équivalent de ministres hutu et tutsi.

- **la nomination d'une commission de 24 sages** chargés de préparer des débats sur la question de l'unité nationale et rédiger une charte de l'Unité.

Malheureusement toutes ces actions n'ont pas servi à asseoir une véritable unité dans le pays pour des raisons évidentes.

- Les membres de cette commission étaient choisis parmi la clientèle politique du Président.

Le comble des paradoxes c'est que les principaux acteurs de cette commission comme Libère BARARUNYERETSE et Alphonse KADEGE ont joué un rôle actif dans le putsch d'octobre 1993 et dans les tragédies qui s'en sont suivies.

- Le principal problème du pays, celui de l'armée, n'était pas à l'ordre du jour.

- Il était interdit de dire toute la vérité durant ces débats.

C'est pour avoir osé dire la vérité devant le gouverneur Minani (Gitega), que le futur président Ndadaye Melchior a été emprisonné pendant deux mois. Cela en dit long sur le niveau des débats et le degré de sincérité du pouvoir qui était en place.

- Le référendum organisé à cet effet était envisagé surtout comme **un soutien au régime en place**. Des menaces furent proférées contre ceux qui mettraient leurs bulletins de vote dans l'urne noire alors qu'elle avait été apportée pour cela. Les régions qui avaient eu un fort pourcentage de « non » furent diabolisées, traitées d'ennemis de l'unité.

- La Charte qui en est sortie est un ensemble de vœux pieux qui n'engageaient personne, surtout pas les gens au pouvoir. Tous ceux qui réclamaient des garanties quant à son application étaient renvoyés dos à dos.

En fait l'organisation de ces débats répondait à un impératif de contourner l'enquête internationale sur les événements de Ntega et Marangara réclamée par l'opinion internationale mais refusée par Buyoya.

Résultats actuels :

Nous avons une Charte de l'Unité, des drapeaux de l'unité, des casquettes de l'unité, une hymne de l'unité, une place de l'unité, un Conseil National de l'Unité, mais pas d'unité du tout dans le vécu. Le responsable de ce désastre n'est personne d'autre que Pierre Buyoya et son parti, l'Uprona.

1.1.2.2. Une démocratisation acceptée à contrecœur

Comme on l'a dit plus haut, l'unité nationale et la démocratisation ne figuraient pas dans le programme politique de Buyoya. C'est le président Mitterrand qui lors du sommet historique de la Baule menaça de couper les vivres aux pays africains retardataires dans le chemin de la démocratie pluraliste.

Le Burundi est un petit pays qui ne peut survivre sans l'aide extérieure mais l'idée de démocratie pluraliste était aussi fort indigeste. N'est-ce pas Mayugi, Secrétaire général de l'Uprona qui a prononcé la célèbre phrase « **La démocratie pluraliste n'est qu'errance de la démocratie ?** »

Il fallait donc trouver un mécanisme permettant à la fois de bénéficier de l'aide et de pérenniser l'Uprona au pouvoir.

Là aussi Buyoya montra son génie de mystificateur.

Le processus de démocratisation fut lui aussi mené à la manière de l'unité nationale, c'est à dire en trompe-l'oeil.

- Une commission de 24 personnes choisies parmi la clientèle politique de Buyoya, dont beaucoup d'anti-démocrates notoires et de futurs putschistes ou présumés putschistes en 1993 (BIKOMAGU Jean, Major à l'époque, Jean Baptiste MANWANGARI, KADEGE Alphonse, MUKASI Charles, Claudine MATUTURU, Docteur André BIRABUZA, Jean Bosco BUTASI etc...) .

- Une constitution taillée sur mesure du parti unique en place d'où l'énorme colère au sein de l'Uprona lors de la victoire du FRODEBU en juin 1993. Cette Constitution, a des rancunes graves vis-à-vis du standard démocratique universel.

- Une loi électorale fondée sur la prééminence des partis et non sur le libre choix des populations. Cette loi choisie pour valoriser l'Uprona, a pourtant donné une large victoire au FRODEBU lors des élections de juin 1993.

En définitive, le fait que certains des grands rédacteurs de ces textes fondamentaux que sont la Charte de l'Unité Nationale et la Constitution sont devenus putschistes montre très clairement que l'unité et la démocratie n'étaient acceptées que dans la mesure où l'Uprona resterait au pouvoir. On a accepté le multipartisme pour avoir l'aide, en sachant qu'aucun autre parti ne pourrait percer et concurrencer l'Uprona qui disposait de toute l'administration, de moyens financiers très importants du soutien de l'armée et de la magistrature pourtant théoriquement neutres.

Nous sommes obligés de constater que les programmes d'unité nationale et de démocratisation n'ont pas été pensés de l'intérieur mais ont été imposés de l'extérieur à part l'opposition clandestine qui faisait des pressions intérieures, et que le pouvoir en place a fait semblant de les mettre en pratique pour bénéficier de l'aide extérieure. En fait c'était des **accidents de l'histoire**.

1.1.2.3. Le désir de précipiter les élections. Le pouvoir de BUYOYA n'a jamais voulu accorder du temps à la démocratie pour que le Burundi s'en imprègne.

Contre toute logique, le président BUYOYA :

- a d'abord proposé que les élections se passent en mars 93, **à peine neuf mois après l'agrément des deux premiers partis**. Le président du Frodebu NDADAYE, a proposé le mois d'août. Un compromis a été trouvé pour le 1er juin. On espérait que le Frodebu n'aurait pas de mandataires pour encadrer les élections.

- a refusé une Conférence Nationale et un gouvernement de transition, arguant que le Frodebu avait peur des élections.

- a proposé un calendrier électoral absurde prévoyant de commencer par les élections présidentielles alors que le bon sens aurait consisté à commencer par les élections à la base.

- a exigé de commencer par les présidentielles car l'Uprona était sûr de les gagner, comme cela le Frodebu irait aux Législatives et aux communales en débandade.

Ce fut l'histoire de l'arroseur arrosé : le choc réservé au Frodebu se retourna contre l'Uprona, comme un homme qui est frappé par le bâton qu'il a taillé lui-même.

1.1.2.4. La diabolisation du Frodebu lors de la campagne électorale.

Au Parti Uprona, on observait avec effroi le vent de changement qui déferlait sur le pays. Pour parer à cette éventualité, le Président BUYOYA et son régime recoururent à l'intimidation de ses concurrents ou carrément au mensonge.

Voyez vous-même cet exemple : Peu après la Légalisation des partis, le Président BUYOYA, qui voyait avec inquiétude le nombre impressionnant des personnes qui assistaient aux meetings populaires du parti FRODEBU, convoqua une réunion extraordinaire du Conseil National de la Sécurité qui était l'organe consultatif de l'époque. Au cours de cette réunion, il était question de décider des méthodes à appliquer dans le combat contre le parti FRODEBU. Le Président BUYOYA proposa la suppression pure et simple de ce parti. Le Premier Ministre Adrien SIBOMANA et le Ministre des Relations Extérieures de l'époque, Libère BARARUNYERETSE s'y opposèrent chacun pour ses propres raisons. Le Président BUYOYA décida de changer de tactique et prit une décision qui allait avoir des conséquences catastrophiques pour l'avenir du processus démocratique. Il était question d'accuser le FRODEBU de tous les maux pour faire peur au peuple, empêcher les Tutsi d'adhérer massivement à ce parti. Cette manoeuvre s'avérera un clin d'oeil aux extrémistes de tous bords, et une préparation psychologique à la guerre civile. Cette information est de source sûre et nous sommes prêts à la justifier.

Les ténors de l'UPRONA, les médias publics et privés proches de l'UPRONA exécutèrent la décision et entreprirent une campagne de haine et de désinformation contre le FRODEBU.

La diabolisation du FRODEBU et l'étiquetage tribalo-terroriste de la campagne électorale, décidées par l'Uprona furent une entreprise criminelle car **consciemment ou inconsciemment, c'était une préparation psychologique à la guerre civile**. On pourrait même dire que l'Uprona a entraîné le pays dans une psychose de guerre civile.

- Au cours de ses meetings, Mayugi; alors Président de l'Uprona, répétait tout le temps que le Frodebu était un parti pour les hutu. Pourtant, NDADAYE invitait tout le monde à adhérer à son parti. Les tutsi du Frodebu étaient plus persécutés que les hutu du Frodebu par les upronistes. Il alla même jusqu'à affirmer publiquement que voter pour le FRODEBU équivalait à voter pour la mort, le veuvage, l'orphelinat et l'exil, ce qui s'est confirmé par le putsch sanglant du 21 octobre 1995.

- Les journaux privés affiliés à l'Uprona (l'Indépendant, Le Carrefour des Idées) avaient entrepris une campagne d'intoxication particulièrement virulente, parlant tout le temps du Frodebu-Palipehutu, un parti qui n'existe dans aucun dossier, en inventant des rencontres secrètes éventuelles entre NDADAYE et les leaders du Palipehutu en vue d'attaquer le Burundi. Un procès a été même intenté et tranché en faveur de NDADAYE.

- Alors que le parti Frodebu s'en prenait uniquement à l'Uprona et restait respectueux envers son leader BUYOYA, les familles Upronistes apprirent à leurs enfants à haïr les Frodebistes et leur leader, déformant son nom en l'appelant NDADASHWE (je vomis). Des tracts allant dans ce sens furent multipliés par les upronistes. Des dignitaires du régime dont le ministre de l'intérieur François NGEZE (celui-là même qui prendra officiellement la direction du putsch) dansera KINYAMWANIRA (danse pour insulter le candidat NDADAYE) à l'UMUGUMYA (la Permanence du Parti UPRONA).

Une semaine avant les élections, un groupe de femmes de Ngagara se racontaient des anecdotes: « Il paraît que Madame Laurence (épouse de NDADAYE) apprend à marcher comme une présidente. » Et une autre de répliquer: « au lieu d'apprendre à marcher comme une

présidente, elle ferait mieux d'apprendre à marcher comme une veuve. » (et il arriva ce qui devait arriver).

1.2. CAUSES IMMEDIATES.

1.2.1. Victoire inattendue et aussitôt contestée du Frodebu.

Au cours de la campagne électorale, le Parti UPRONA avait entrepris la diabolisation et l'étiquetage à tort du FRODEBU comme Parti d'une seule ethnie et ainsi, préparait la partie uproniste et l'opinion à la non acceptation d'une possible victoire du Frodebu.

1.2.1.1. Elections présidentielles contestées malgré une présence internationale qui en a approuvé la régularité.

Les résultats de l'élection connus, des étudiants manipulés entreprirent de faire des manifestations plusieurs jours de suite en prétendant que les élections avaient été ethnisées, et de refuser de poursuivre les élections législatives en déchirant les cartes d'électeurs. Là-dessus, on peut se poser la question :

- Qu'on nous apporte une preuve : (déclaration officielle ou autre document prouvant que le Frodebu a donné des consignes à caractère ethnique). Après 28 ans de règne du parti unique les citoyens voulaient tout simplement le changement comme en 1961 la population avait voté pour le changement en votant Uprona.

- Par contre Mayugi a plusieurs fois dit que le Frodebu était un parti pour les hutu. Il l'a dit dans plusieurs organes officiels, dont la radio.

- Parmi les candidats il y avait 2 hutu et 1 tutsi

* NDADAYE hutu : 64%

* BUYOYA tutsi : 32%

* SENDEGEYA hutu : 1%

Comment se fait-il que SENDEGEYA, hutu, a eu 1% seulement des suffrages. Pourquoi BUYOYA en a eu 32% ?

Où les a-t-il trouvés ? Il est clair qu'il a bénéficié de voix des hutu puisqu'on connaît les proportions dans les trois composantes de la population burundaise. Malgré ce constat, le résultat des élections fut un choc terrible pour les tutsi qui détenaient le pouvoir depuis plusieurs siècles. Si le Major Pierre BUYOYA avait su un seul instant qu'il pouvait perdre les élections, il ne les aurait jamais organisées. Tous les sondages et les témoignages de ses courtisans le portaient à tort gagnant. La veille même des élections, toutes les radios étrangères prédisaient la victoire de Pierre BUYOYA sur base d'on ne sait quel calcul ou sondage. La présence des observateurs étrangers n'a pas permis le trucage des résultats même si l'intention et les tentatives étaient bien réelles.

Dix jours après l'annonce des résultats, le Président BUYOYA réunit dans son bureau les officiers et les conseillers qui formaient son Cabinet. Il prononça cette phrase fatidique : « **Je n'ai pas perdu les élections parce que j'avais un mauvais programme, mais plutôt parce que le peuple Burundais a décidé de confier la gestion et l'avenir du pays à des divisionnistes. Alors messieurs les officiers, prenez vos responsabilités.** »

1.2.2. Les signes avant-coureurs.

1.2.2.1. Les manifestations d'étudiants et les tentatives de putsch du Lieutenant BIZURU (début juin 1995).

Alors que leurs leaders avaient dit à tous les upronistes que les frodebistes allaient les massacrer s'ils gagnaient les élections, les Frodebistes restèrent d'un tel calme que Charles MUKASI, dans les colonnes de « l'Indépendant » déclara « qu'ils avaient peur de leur victoire ». Par contre, les milieux upronistes commencèrent tout de suite des actes de déstabilisation.

- Manifestations des étudiants pendant plusieurs jours où ils ont entre autre déchiré leurs cartes d'électeurs et demandé l'annulation des Législatives prévues pour le 29 juin 1993.
- Tentative de putsch du Lieutenant BIZURU le 3 juin 1995 et le 16 juin 1995 contre le nouveau Président élu, Monsieur NDADAYE.
- Une élection étant par définition une photographie du paysage politique, si recensement ethnique il y a eu, ce ne pouvait être que l'oeuvre de l'UPRONA qui a ethnisé à outrance la campagne.
- Les upronistes avaient déclaré que le FRODEBU déclencherait des violences dès sa victoire, et c'est pourtant eux qui ont commencé des actes de sabotage, de violence et de criminalité.

1.2.2.2. Troisième tentative de putsch : le Chef de Cabinet de BUYOYA impliqué.

La nuit du 2 au 3 juillet 1993 un groupe de militaires conduits par le lieutenant-colonel NINGABA Sylvestre, chef de Cabinet du Président sortant Pierre BUYOYA, tenta de prendre d'assaut la résidence du Président élu. La tentative échoua. NGEZE François était aussi de connivence avec les putschistes.

1.2.2.3. Poursuite de la préparation psychologique au putsch : la presse uproniste s'implique

Après la victoire du FRODEBU aux élections de juin 1993, la presse Uproniste redouble d'aigreur.

Bien que la campagne électorale fut terminée, la presse privée d'obédience uproniste redoubla d'ardeur en déversant des torrents de haine contre tous les symboles du pouvoir élu.

Déjà au cours du mois d'août, le Ministre de la communication saisit le conseil National de la communication pour des articles incendiaires de « **l'Indépendant** » et « **Panafrica** ».

A l'Uprona on n'improvise jamais. Tous les drames de ce pays ont toujours été précédés par une campagne de presse dont le but était de préparer les esprits et légitimer par avance les actes d'épuration sanglante et les violations massives des droits de l'homme. Voici ce qu'on pouvait lire les semaines précédant le putsch :

* 9 semaines avant le putsch :« Après les fêtes et les émotions diverses résultant des dernières élections, la réalité nationale est en train de nous apparaître sous son visage le plus dangereux,comme à la veille de certains dangers. Et la **période que nous vivons est très semblable de celle qui a suivi les élections de 1965** ».

L'Indépendant du 17 juillet 93 p1.

* 5 semaines avant le putsch :

« Les Burundais, stoïques, observent et attendent car comme le dit un proverbe chinois, le temps ne pardonne personne qui tient des injustices et **les dirigeants actuels ne peuvent pas échapper aux sanctions du temps** ».

Le Carrefour des idées N°30 du 16-30 septembre 1993 p7.

* 10 jours avant le putsch :

Gros titre à la « une » de l'Indépendant :

« Le Burundi serait-il à la veille d'une crise institutionnelle profonde? »

L'Indépendant du 11 octobre 93 p1,2 et 3.

* Une semaine avant le putsch : éditorial « Le Carrefour des Idées »

« L'anarchie engendre la dictature. Au Burundi nous vivons une situation d'anarchie telle que **nous aurons bientôt besoin d'un dictateur-libérateur.** » (1ère p.)

« Tous ces actes abominables et barbares sont intériorisés par les citoyens et ce sont les dirigeants actuels qui en répondront demain devant le Libérateur car toute (en majuscule dans le texte) **ANARCHIE ENGENDRE LA DICTATURE** exercée par l'homme qui vient mettre de l'ordre. »

Les auteurs de ces articles des journaux d'obédience Uprona savaient donc que quelque chose se préparait et en conséquence préparaient psychologiquement l'opinion.

Du reste dans son interview du 25 octobre 1993, justifiant le putsch, M. Ngeze a repris presque point par point le contenu de l'Editorial de Madirisha, extrémiste attitré et rédacteur en chef du « Le Carrefour des idées ».

Un autre exemple de cette préparation psychologique est la déformation des slogans du FRODEBU en leur prêtant des intentions génocidaires. Ainsi le slogan « INIVO NI UGUTWI » (le niveau c'est l'oreille) est interprété par l'Uprona comme une consigne de porter des coups de machettes, au niveau de l'oreille alors que pour le FRODEBU, c'est une façon de dire aux militants de saluer avec le point fermé et dresser verticalement, le bras au niveau de l'oreille. Malheureusement, les gens de l'Uprona se plaignaient que le salut du FRODEBU les menaçait de coups de poings.

Un autre slogan qui a beaucoup souffert des interprétations pernicieuses de l'Uprona est le mot d'ordre « Hagarara bvuma » (Soyez droits comme le fer). Ainsi les Upronistes disent que c'est une façon d'inciter les frodebistes à prendre des lances et des machettes, alors que par ce slogan, le FRODEBU invitait ses militants à être fiers et sûrs d'eux-mêmes, de ne pas céder au chantage et à l'intimidation de qui que ce soit.

Ainsi donc, l'Uprona s'arrange toujours pour prêter au FRODEBU ses intentions génocidaires. Quand NDADAYE disait « Uburundi bushasha » (le Burundi nouveau) les Upronistes disaient « Uburundi busha » (le Burundi qui brûle) par cynisme. En joignant l'acte à la parole, ils se mirent à incendier les boisements.

CHAPITRE.2 : PREPARATION DU PUTSCH ET DES MASSACRES.

2.1 UN BAIN DE SANG PROGRAMMÉ.

Comme nous l'avons démontré plus haut, les Upronistes s'arrangent toujours pour prêter à leurs adversaires leurs propres machinations et leurs projets sanguinaires. Ils ont accrédité la thèse selon laquelle c'est le FRODEBU qui avait organisé les massacres. Et pourtant de nombreux indices montrent clairement que les massacres étaient prévus et préparés en même temps que le putsch et que dans certains endroits ils se sont même déroulés concomitamment. Voici ces indices.

2.1.1 Présence massive et anormale de militaires en congé :

En 1993, le schéma des congés avait été retardé à cause des élections de juin. Une instruction de l'officier G1 chargé du personnel à l'Etat-Major avait fixé la fin des rotations au 25 septembre 1993 sauf pour les missions spéciales.

Cependant, on constate que le 21 Octobre 1993, il y avait dans tout le pays des militaires en congé et armés. A Ruyigi par exemple, sur un total de 185 militaires, il y en avait 100 en congé, donc plus de la moitié. Pourquoi ?

2.1.2 Réunions clandestines quelques jours avant le putsch et déplacements des responsables Uprona à l'intérieur du pays :

- Le 20.10.93 M. Norbert NGENDABANYIKWA, Parlementaire Uprona, est monté à Isale. Il s'est entretenu avec le Représentant provincial du parti Uprona en Province Bujumbura Rural. Le lendemain, jour du putsch tous les Upronistes, hutu et tutsi s'étaient rassemblés chez Daniel NDIRABISHA, et ont passé la journée à festoyer. Etait-ce pour fêter leur propre génocide puisqu'on a accusé le FRODEBU d'avoir préparé les massacres ?

- Nombreux déplacements de Léonidas MAREGAREGE, ancien Ministre de la Défense, à Bururi, à Kiremba, à Rutovu, à Mahwa, Matana et Songa où il déclarait partout « qu'avec le FRODEBU, il n'y aurait jamais de paix. »

- A Bururi, Madame RWAKIRANYA, parente à Rumbete (un des putschistes) a déclaré que les militaires préparaient un coup d'état et qu'à Bururi les premières victimes seraient : l'honorable Alphonse NAHINDAVYI NDANGA, le gouverneur M. Augustin NZOJIBWAMI, le Directeur du Projet Bututsi M. Privat BARAJENGUYE et le responsable de la Documentation, M. Bernard MINANI.

- A Karuzi, M. Libère BARARUNYERETSE, membre du comité central de l'Uprona, a tenu des réunions secrètes dans toutes les communes de la province dans laquelle tout hutu même Uproniste, était écarté en date du 16 au 19.10.93.

Réunions tenues chez EVARISTE BACAMURWANKO, chez Protais NGOWENUBUSA et dans sa propre famille à Mugende en commune Gitaramuka.

- A Gibeta (Province Gitega), les veilleurs et les élèves ont remarqué des réunions nocturnes qui se tenaient régulièrement chez les Frères « Beneyozefu ». D'autres réunions se tenaient dans des familles tutsi notamment chez Pascal BIGIRIMANA ex comptable communal de Gitega et chez Bernard NTUKAMAZINA.

- A Gitega, au camp Commando, M. François NGEZE a tenu des réunions vendredi et samedi le 15 et 16.10.93. A partir de ces dates des actes de provocation commencèrent contre les militants du FRODEBU.

- A Kirando, Monsieur MANWANGARI Jean Baptiste a fait des descentes régulières pour sensibiliser les upronistes d'un putsch imminent en leur demandant de s'organiser en conséquence.

2.1.3. Creusement de fosses, stocks de matériel destiné à tuer et à brûler.

- A Giheta (Gitega), les militaires de Gitega ont fait fabriquer des baïonnettes, fabrication locale, à la forge de la coopérative de Giheta. Un des forgerons s'appelle Gervais KABURO de la colline Bihororo.

Les mêmes militaires ont commandé 100 poignards chez Sylvestre BISERERO de la colline Rukoba.

- A Buhiga (Karuzi), se trouvaient des stocks d'armes à feu et des munitions dans certaines familles tutsi notamment chez Evariste Ndikumwami, Normand Siyomvo, Jovin Sindayigaya.

- A Buhiga même, on a découvert des fosses communes dans certaines maisons des tutsi. On y a aussi découvert des sacs pleins de poignards et de cordes.

- A Mayemba (Commune Kanyosha), on a trouvé chez un certain Kabanyegeye une dame-jeanne pleine d'essence et un fusil.

- A Ruyaga chez Monsieur NGARUKO, on y a trouvé 7 fusils et un sac de munitions.

- A Kirombwe (Commune Kanyosha), chez Oswald Nahimana on a trouvé une dame-jeanne pleine d'essence et un long couteau.

- A Bishuri, Nyabiyogi et Rango, en commune de Rango dans la province de KAYANZA, on a découvert trois fosses creusées par les upronistes. Ce qui prouve leur préparation aux massacres à caractère génocidaire.

2.1.4. Existence de listes préalables de personnes à tuer.

- A KARUZI, le 20 octobre 1993 la nuit, les tutsi ont inventorié les ménages hutu sous prétexte de vigilance. Le 23 octobre 1993 et le 24 octobre 1993 s'en est suivi une série de

réunions et de provocations. Lundi 25.10.93 ont commencé les massacres : 22 personnes identifiées.

- **A Gitega**, quelques jours avant le putsch on a dressé des listes de hutu à exterminer.

- **A Kiganda** (Province Muramvya), les bourreaux étaient si bien organisés qu'ils avaient mis sur pied des comités, des commissions et des indicateurs par colline.

Voici ces comités et quelques uns de leurs membres :

a) - Comité de sécurité :

*Nsavyimana Jean, ex-militaire

*Mbuyi Jean Marie

*Twagirayezu François ex-administrateur communal.

b) - Comité de gestion des recettes :

Docteur Ndayitwayeko Salvator président

Membres : Boyayo Elie Prof. Au Lycée de Kiganda

Makambira Célestin : prof. au Lycée de Kiganda

Abbé Biraronderwa Curé.

c) - Comité d'exécution

Ndayirukiye Pie commerçant à Gatabo

Nsavyimana Jean

Ntemako Soter.

d) - Comité de décision

Nsavyimana Salvator beau frère de Rusuku Simon

Mvuyekure Gratias ex-militaire

Karisabiye Jean Bosco encadreur au Lycée de Kiganda

Ndabakujije André Juge du Tribunal de Renga à Kiganda.

e) - Bourreaux

*Cishahayo Pascal ex-étudiant de l'Iscom exclu pour indiscipline.

*Makambira Célestin

*Boyayo Elie

*Mandari Mélance

*Gitatuzi Stany ex-militaire

*Nsavyimana Déo ex-militaire.

A Cankuzo, le 22 octobre 1993 sur la colline Mugozi, deux tutsi Upronistes Ndikubwayo et Masaho sont allés à la brigade de Cankuzo donner une liste de hutu à tuer. A leur retour ils ont été lynchés par la population. Les militaires ont riposté et tué 44 hutu.

2.1.5. Mise à l'abri préalable de familles d'upronistes avant même le putsch.

- En commune Isale (Bujumbura Rural), tous les tutsi et hutu upronistes sont allés s'installer à la paroisse Rushubi très tôt le 22 octobre 1993 avant même que le putsch ne soit rendu public.

- A Bubanza avant même le putsch, certains tutsi natifs de Bubanza sont montés mercredi le 20 et jeudi le 21 pour déplacer leurs familles vers Bujumbura. Il s'agit entre autres de Monsieur Evariste Bankamwabo, Thomas Ndabemeye, le Major Déo Bugegene.

- A Gitega, les militaires ont déplacé les tutsi, pour les mettre dans des endroits protégés : camps militaires, dans les locaux de l'ex ONC, de la SODECO, de l'IRAZ, de l'Hydraulique, du district.

- A Kirundo, en commune BUSONI, Monsieur MANWANGARI Jean Baptiste, Vice-Président de l'UPRONA, avait pris toute sa famille à Bujumbura avant le putsch.

2.1.6. Feux de brousse dans tout le pays.

Durant tout l'été 1993 des feux de brousse furent signalés sur toute l'étendue du territoire. L'objectif était d'un côté le sabotage économique, de l'autre empêcher toute possibilité de cachette pour les Frodebistes et faciliter le travail aux hélicoptères chasseurs.

- En Province de Bururi, des feux de brousse criminels ont dévasté des enclos et de vastes champs de palmiers et autres boisements. Tous les malfaiteurs appréhendés étaient des upronistes.

- A Gitega, des feux de brousses ont détruit entièrement le patrimoine végétal du Burundi. Tous les auteurs appréhendés étaient upronistes.

- A Makebuko, mise à feu du bois d'Eucalyptus sur la colline Cene et de plantations de caféiers. Les instigateurs sont KAVAMAHANGA Louis et KANDIKANDI. Un propagandiste de l'Uprona en date du 20 septembre 1993 a brûlé en pleine journée la plantation de café de l'honorable Firmat Nahayo député du Frodebu. Il a été surpris en flagrant délit par une femme.

Conclusion:

La présence irrégulière de militaires armés dans la population, les feux de brousse pour empêcher toute possibilité de cachette aux gens du FRODEBU, l'existence de stocks d'armes et de vivres découverts un peu partout dans le pays, la découverte de fosses destinées à servir de fosses communes, les nombreuses réunions, tout cela prouve que la préparation du putsch s'est accompagnée d'un plan minutieux de massacres généralisés dans tout le pays.

Du reste dans certains endroits les massacres n'ont pas été consécutifs au putsch mais ils ont été soit concomitants au putsch, soit précurseurs du putsch.

C'est ainsi que :

- à Mugongomanga, les massacres ont commencé le 17/11/1993 sur la colline Butaganzwa où un tutsi, François Mabete, tua un hutu nommé Ncabugufi et lui prit toute ses vaches.

Le 19/11/1993 les élèves de Muramvya, accompagné de militaires en civil, ont attaqué à Nyaruyira, tuant des hutu, pillant les biens et brûlant les maisons.

Dans la nuit du 20/11/1993 des tutsi ont attaqué les collines Nyabisaka, Murunga et Gisagwe. Ils étaient accompagnés de militaires en civil.

Les grands organisateurs étaient Elie Baranyikwa, chef d'usine à thé à Jenda qui a mis les véhicules de l'usine à la disposition des assaillants et Salvator Barandagiye : Chef de secteur santé à Rwibaga, qui conduisait un des véhicules, vêtu d'une tenue militaire.

Dans d'autres cas, les massacres ont été concomitants au putsch. Ils n'ont pas été la conséquence du putsch comme ont l'accrédité : même dans les régions où la population est restée calme face au putsch, les militaires n'ont pas hésité à tuer des personnes paisibles et pacifiques. Pour exemples :

En Mairie de Bujumbura.

- **En zone Buyenzi** : 2 Manifestants hutu ont été tués le 22 octobre 1993.

- **A Kamenge** aussi, des militants du Frodebu ont été massacrés par l'armée dès l'aube du 21 octobre 1993, alors que personne ne savait encore rien du coup d'état.

En Province de Bujumbura Rural :

- à Ruziba : 3 hutu ont été tués par l'armée le 22 octobre 1993.

- à Mutumba : 3 hutu ont été tués par les militaires et ont été enterrés dans une fosse commune.

A Bubanza, le 22 octobre 1993 le brigadier Syrdie a tiré sur 14 hutu.

A Bugendana (Gitega), un blindé a ouvert le feu sur la population : 7 tués.

A Karusi : les gouverneurs de Karuzi et Gitega sont massacrés dès le 22 octobre 1993.

En commune de Kiremba (Ngozi)

Le 22 octobre à 9 heures du matin (avant que le putsch ne soit connu), arrivée de bérets verts de Ngozi.

L'agronome communal Nduhiye Robert est tué ainsi que le Préfet des études Sabubwa, un tutsi pro-frodebu, le préfet de discipline Joseph Ndayisenga, ainsi que l'administrateur communal Bucumi Liboire.

A Makebuko (Gitega)

- les militaires ont tué 81 hutu le samedi 23 octobre 1993

- sur la colline Nyamagandika trente hutu ont été massacrés par les militaires.

Comme on le voit le putsch et les massacres étaient planifiés et préparés concomitamment sur toute l'étendue de la République. C'était un putsch pour tuer et massacrer. Analysons son déroulement.

2.1.7. Des menaces de mort proférées contre les militants du FRODEBU.

Tout au long de la campagne électorale, avant et au cours du putsch les ténors de l'Uprona ne cessèrent de prédire tous les maux à l'endroit des militants du Frodebu et de sa mouvance.

L'Uprona avait du mal à trouver un programme à présenter aux électeurs. Tout ce qu'il pouvait dire était du déjà entendu, il n'y avait aucune nouveauté dans son discours. La seule façon de faire campagne pour les Upronistes était de menacer les gens qui voteraient FRODEBU de pires calamités.

Ils revenaient tout le temps sur le rappel des événements de 1972, une façon de remuer le couteau dans la plaie. En effet 1972 rappelle à tous les hutu comment ils se sont laissé massacrer passivement. Ce rappel maintes fois répété des événements de 1972 a été sans conteste une préparation psychologique aux massacres d'octobre, car le scénario qui s'est présenté le 22 octobre 1993 ressemblait très fort au scénario du 29 avril 1972. D'ailleurs les massacres de 1972 se sont faits dans les mêmes conditions de vide politique : tous les ministres avaient été destitués dès la veille des massacres.

- Un mois avant les élections, Ntibagirimvo Rémi, alors Gouverneur de Bujumbura Rural déclarait à Kabezi « Qui veut voter pour le Frodebu, doit dès à présent creuser une fosse et se rassurer qu'elle sera assez grande pour qu'il puisse y entrer ».

Le même gouverneur à Maramvya (commune Mutimbuzi) : « Vous qui voulez voter pour le Frodebu, vous voulez certainement retraverser la Rusizi à pied ».

- Ngeze François disait aux femmes « Si vous ne voulez pas devenir veuves, si vous voulez enfanter et allaiter vos enfants, ne votez pas le FRODEBU ».

- Le Commandant Gatozo, alors Commandant de brigade à Mwisale, déclarait deux semaines avant les élections, « on voit que le Frodebu va gagner les élections. Pensez-vous que le Frodebu va gouverner avant que le bout du canon ne soit bouché? »

La même phrase a été entendue un peu partout dans le pays. C'était comme un slogan de l'UPRONA.

- Après les élections présidentielles, Alphonse Kadege a affirmé publiquement, devant les fonctionnaires de la province Bururi dans la maison du Parti Uprona que les élections s'étaient déroulées sur base ethnique.

- Les provocations redoublèrent d'intensité au moment du putsch.

- A Cendajuru (Cankuzo), à l'annonce de la mort du Président Melchior Ndadaye des upronistes tutsi se sont mis à agresser les militants du Frodebu en disant « Subira kuduza ka

gafunsi babanze hahace ka gakonjo » (illisible) Osez encore lever le poing et l'on vous coupe le poignet.

- Le 21 octobre 1993, en Commune Gishubi (Gitega) alors que la population restait calme, un certain Astère, ex-Chef de Zone de Nyabitanga, a dit aux militants du Frodebu :

« Ndashwe kanyu abasoda bagafashe, kandi mu masaha makeya baragakerera, abatutsi ntibaheranwa. None ubu muzoja mu mugambwe uwuhe. Urwanyu ruraheze. Rukiga urabahenukiyeko. »

(Votre vomissure est entre les mains des militaires et dans quelques heures il sera égorgé, les tutsi ne pardonnent jamais. Dans quel parti irez-vous maintenant? C'est fini pour vous, la colline Rukiga va s'écrouler sur vous).

- A Karuzi quelques jours avant le putsch, on pouvait entendre :

« Ya sake yanyu turi mu kuyirya ».

« Votre coq (symbole du Frodebu), nous allons bientôt le manger ».

et après le putsch :

« Ftitwari twababwiye ko Ndadaye wanyu atazorenza amezi atatu ».

« Est-ce que nous ne vous avons pas dit que votre Ndadaye ne franchira pas le cap de trois mois? »

Dans la matinée du 21 octobre 1993, un certain Emmanuel Hakishimana (?) s'est adressé à un commerçant hutu :

« Noushinye ivyinyo ubuho twobereka si hamwe mwahora mwigira ivyo mushatse ».

« Arrête d'exposer les dents, maintenant nous risquons de vous montrer ce dont nous sommes capables, ce n'est plus comme avant où vous faisiez ce que vous vouliez ».

- A Gasorwe (Muyinga), le Lieutenant Niyongabo, de l'Unité régulière de Mukoni a menacé de tirer sur un attroupement de gens en disant : « Mwa mbwa mwe, mwa bashumba bw'abatutsi, agafunsi kanyu kacitse turabe. » « Espèces de chiens galeux, esclaves des tutsi, on a coupé votre poing, on va voir maintenant ».

CHAPITRE.3 : LE 31 OCTOBRE 1992 : UN PUTSCH PARTICULIEREMENT SANGLANT.

3.1. UN PUTSCH SUI GENERIS (UNIQUE DANS SON GENRE).

- La tradition burundaise en matière de putsch, était d'attendre que le Chef d'Etat à destituer effectue un voyage à l'étranger. Il en a été ainsi lors du coup d'état contre Ntare V et Bagaza. L'exception a été ainsi celui contre Micombero.

Cette fois en 1993, on a attendu que le Président revienne du voyage en Ile Maurice, ce qui démontre une intention de le tuer.

- Quand il y a coup d'état, on fait une déclaration pour exposer les griefs contre le précédent gouvernement, on présente le nouveau Chef d'état, le programme et le nouveau gouvernement. Cette fois nous avons eu un putsch, **sans chef et sans programme**. Bien qu'assumant le rôle de Chef d'état, Ngeze François n'a jamais été présenté comme tel et le fameux Comité pour le Salut Public est resté caché.

- Aucun grief n'a jamais été formulé contre le gouvernement en place. Même quand Ndadaye a été capturé, il a demandé en vain aux mutins ce qu'ils désiraient. Ils ne lui ont jamais répondu. Les témoins oculaires disent qu'une fois arrivé au Camp Para dans un bureau appelé « corps de garde », le Président NDADAYE aurait dit : « De grâce ne versez pas le sang; pensez à votre pays. Exprimez vos revendications, je vais les satisfaire toutes ». Certains militaires ont même applaudi. Entre temps il a dit « j'ai soif, allez m'apporter un fanta ». Un des militaires est allé chercher le fanta à la cantine mais d'autres sont allés chercher des cordes pour le ligoter et l'étrangler.

Quand le porteur de fanta est revenu, il était déjà trop tard. Le Lieutenant Colonel Lazare GAKORYO aurait même essayé de les raisonner en leur parlant de tous les risques auxquels ils exposaient le pays, ils ont répondu « on s'en fout ».

3.2. UN PUTSCH PARTICULIÈREMENT SAUVAGE.

- C'est le putsch le plus sauvage et le plus barbare de l'histoire du Burundi.
- Le Président a été torturé, poignardé à la baïonnette, mutilé, étranglé puis enterré dans le camp para dans un premier temps.

- Le Président de l'Assemblée Nationale a été poignardé à la baïonnette à partir de sa résidence.

- Tous ses collaborateurs ont été sauvagement massacrés. On a de la peine à s'imaginer que ce sont des êtres humains qui ont fait cela.

- Contrairement à la tradition de coup d'Etat au Burundi, même les femmes ne furent pas épargnées. C'est ainsi que Madame Eusébie NSHIMIRIMANA (?), épouse de NTIBANTUNGANYA ainsi que Madame YOTABASHINGA Sylvana (?) sa voisine ont été assassinées.

- La résidence du Chef de l'Etat, monument historique (en effet c'était le Palais du Roi Mwambutsa) a été bombardée, saccagée et pillée. C'était la première fois dans l'histoire qu'on a vu des actes aussi sauvages.

3.3. UNE VOLONTÉ DÉLIBÉRÉE DE PROVOQUER LE VIDE CONSTITUTIONNEL ET LE CHAOS.

Le concepteur du putsch devait être au fait des mécanismes constitutionnels car il a agi de manière à bloquer toute possibilité de succession constitutionnelle au Chef de l'état.

Son but était de :

- provoquer le vide constitutionnel et le chaos
- décapiter l'Etat Major du Frodebu
- provoquer la démoralisation et la débandade dans les rangs du Frodebu.

En effet, tous les gouverneurs et les administrateurs mis en place par Ndadaye étaient, soit tués, soit en résidence surveillée, soit en fuite. La population n'était plus encadrée et comme on le dit si bien, « du chaos il sort toujours quelque chose ».

L'arrêt des émissions à la radio nationale qui a accompagné le putsch peut être interprété soit comme consécutif à la difficulté de mettre en place de nouvelles structures, soit comme une volonté délibérée d'entretenir la confusion pour que les gens qui savaient quoi faire passent à l'action avec le peu de scrupules qui les ont toujours caractérisés.

D'autre part si on se réfère à la déclaration (anonyme) qui a suivi le putsch, « toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie se sont soulevées contre le pouvoir en place et cela avait entraîné une crise grave ».

Même s'il n'y a rien qui justifie le putsch, en principe les coups d'état interviennent pour sauver un pays d'une crise. Celui du 21 octobre 1993 intervenait plutôt pour plonger le pays dans la crise. Les putschistes savaient que leur comité dit de salut public n'apportait rien de bon dans ce pays. C'était plutôt pour accomplir leur promesse : « Avec le Frodebu au pouvoir, jamais il n'y aura de paix ».

3.4. LE PUTSCH A ÉTÉ SUIVI DE MASSACRES GÉNÉRALISÉS :

LE FRODEBU VICTIME ET NON COUPABLE.

Impossibilité pour l'appareil politique du FRODEBU d'organiser les massacres :

Comme il a été démontré plus haut, les cadres et militants Upronistes ont été très actifs avant le putsch. Ils connaissaient la date du putsch, ils savaient que le Président serait tué, que l'Etat Major du FRODEBU serait démantelé, que de nombreux militants du Frodebu seraient exécutés. Ils le savaient, le disaient et s'y préparaient. L'Uprona a multiplié documents et accusations contre le Frodebu en le traitant de « génocidaire ».

L'Uprona fonctionne comme les partis communistes, il a un appareil de désinformation très performant, de telle manière qu'il réussit à prêter ses propres intentions à ses adversaires. Les

preuves de préparation de génocide par l'Uprona sautent aux yeux, mais l'Uprona a accusé l'Etat-Major du Frodebu : les ministres, les députés, les gouverneurs et les administrateurs. Voyons cas par cas.

*** Les ministres :**

Un ministre a été assassiné (Ndayikeza), 3 autres ont traversé les mailles du filet (Ngendahaye, Nyangoma, Ntibantunganya), deux autres ont été arrêtés puis relâchés (Ciza et Ntahobama), un autre a tenté de rejoindre les pays voisins à pied (Dwima BAKANA). Dans ces conditions, il était impossible d'organiser quoi que ce soit.

Quant au Dr. Jean Minani qui était en mission du Gouvernement au Rwanda, il n'a fait que ce que n'importe quel patriote aurait fait dans le même cas : désavouer le putsch, surtout que la radio nationale était muette alors qu'il n'y avait aucune panne. Les Ministres du FRODEBU étaient donc soit tués, soit en cachette, soit en exil et par conséquent ils ne pouvaient rien faire.

*** Les députés issus du FRODEBU :**

Les députés étaient en session ordinaire au moment du putsch.

Après le putsch, certains ont fui dans les pays voisins, d'autres se sont cachés en familles à Bujumbura. Ils n'étaient pas donc en état d'organiser quoi que ce soit.

*** Les gouverneurs et les administrateurs :**

Les gouverneurs et les administrateurs communaux ont payé un lourd tribut au moment du putsch.

- Gouverneurs tués : 4 (celui de Gitega, Karuzi, Kirundo, Bubanza).
- Administrateurs tués : 17 (celui de Busoni (Kirundo), celui de Buhiga (Karuzi) Gasorwe (Muyinga) Kayokwe, Kiganda (Muramvya) Makebuko (Gitega) etc.
- Gouverneurs arrêtés : celui de Bujumbura Rural, celui de Muyinga.
- Gouverneur en résidence surveillée : celui de Ruyigi (?) et de Kayanza.
- Gouverneurs en fuite : celui de Bururi, celui de Makamba, celui de Cibitoke.

Contrairement aux accusations de l'Uprona, selon lesquelles le FRODEBU aurait organisé les massacres de la population, l'Etat Major du FRODEBU était dans l'impossibilité matérielle d'organiser quoi que ce soit. S'il avait eu la certitude de la date exacte du putsch, il aurait organisé la protection du Président et de ses proches collaborateurs massacrés par les putschistes. Il aurait protégé ses militants contre la folie meurtrière des militaires

CHAPITRE.4: SITUATION ACTUELLE : UN PUTSCH PERMANENT

4.1. DES OBJECTIFS DU PUTSCH

Si on constate l'ampleur des événements lors du Coup d'Etat du 21 octobre 1993 :

- la chasse aux principaux responsables du Parti SAHWANYA-FRODEBU qui a accompagné ce putsch,
- l'ampleur des assassinats, des attentats, et des massacres orchestrés par les partis de l'opposition et l'armée et visant à éliminer soit individuellement soit massivement les responsables rescapés du putsch et les électeurs démocrates du Parti SAHWANYA-FRODEBU et de sa mouvance;

Si on analyse les manoeuvres politiques et malhonnêtes de l'opposition et de l'armée qui, après l'échec de leur putsch le 21 octobre 1993, ont continué leur entreprise machiavélique de récupérer le pouvoir qu'ils avaient perdu par les élections de juin 1993.

Il transparaît clairement que l'objectif des putschistes du 21 octobre 1993 était de couper court avec le processus de démocratisation des institutions de la République du Burundi, afin de restaurer le pouvoir dictatorial des régimes antidémocratiques et impopulaires qui ont marqué le Burundi depuis l'indépendance jusqu'aux élections de juin 1993 par tous les moyens à savoir:

1° Exterminer toute l'élite issue des Forces de Changement Démocratique à commencer par le Président de la République, son Gouvernement, les membres de l'Assemblée Nationale, en

passant par les responsables de l'administration provinciale et communale jusqu'aux responsables de l'administration à la base.

2° Décourager les électeurs qui avaient voté pour le changement démocratique par tous les moyens militaires et administratifs y compris le recours aux massacres et aux assassinats.

3° Noircir, diaboliser le Parti SAHWANYA-FRODEBU à outrance en vue de parvenir à le disqualifier pour récupérer le pouvoir.

Bref, le putsch visait à en finir une fois pour toutes avec le FRODEBU et sa mouvance qui, en gagnant les élections de juin 1993, ont osé défier l'UPRONA, ses satellites et l'armée qui ont monopolisé le pouvoir pendant plus de 30 ans.

4.2. LE CONSTAT ACTUEL:

Le 24 octobre 1993, les putschistes, 3 jours après la consommation du putsch, après avoir constaté que leur projet antidémocratique avait été décrié par le peuple Burundais et la communauté internationale, ont déclaré leur intention de remettre le pouvoir aux institutions démocratiques moyennant leur amnistie.

Cependant, en dépit de cette déclaration, force est de constater actuellement que le pouvoir n'a jamais été remis véritablement aux institutions démocratiques issues des élections de juin 1993. Au contraire, le putsch s'est poursuivi sous une forme rampante et aujourd'hui, la plupart de ses objectifs ont déjà été atteints. Pour preuves :

- La Convention de Gouvernement signée le 10 septembre 1994 sous la pression de l'opposition appuyée par l'armée, attribue beaucoup de postes politiques, administratifs et techniques à l'opposition (455-?) alors que celle-ci n'avait obtenu que 32% et 20% des résultats, respectivement aux élections Présidentielles et Législatives de juin 1993.

- L'opposition est déjà parvenue à récupérer beaucoup de postes dans l'Administration des services et des entreprises publics, para-publics et privés, après la disqualification de pas mal de cadres des forces de changement démocratique par des manifestations et revendications violentes des pseudo-syndicats monoethniques gagnés aux causes de l'opposition.

- L'opposition anti-démocratique a déjà assassiné ou fait assassiner et continue toujours à assassiner ou à faire assassiner, ou à contraindre à l'exil beaucoup de cadres issus des forces de changement démocratique depuis octobre 1993 jusqu'à nos jours pour occuper leurs postes.

- L'appareil judiciaire monoethnique burundais, gagné à l'opposition a déjà réussi à emprisonner environ 5.000 cadres et autres personnalités issus du FRODEBU et de sa mouvance, accusés souvent arbitrairement d'avoir participé aux massacres d'octobre 1993.

L'opposition et ses milices appuyées par l'armée majoritairement putschiste ou putschisante, a déjà réussi la purification ethnique de la Capitale Bujumbura et de presque tous les centres provinciaux et communaux de l'intérieur du pays.

- Dans leur projet d'en finir avec les électeurs démocrates, l'opposition et les putschistes de l'armée sont déjà parvenues à détruire tous les fiefs (Zones de la Mairie, Provinces et Communes) qui ont voté massivement pour le changement démocratique en juin 1993.

C'est dire en définitive que le projet putschiste de décapiter le FRODEBU, d'exterminer et/ou de déstabiliser sa base des électeurs démocrates et de récupération du pouvoir a déjà été largement atteint pour le moment. Il n'attend plus que sa phase finale de reprise totale du pouvoir et la Convention s'y prête bien.

4.3. CONCLUSION

De tout ce qui vient d'être évoqué plus haut, il transparaît clairement que les événements déclenchés par le putsch du 21 octobre 1993 ne sont pas une action fortuite ou un pur accident

de l'histoire. C'est plutôt le résultat d'une entreprise macabre de longue haleine, pensée, préparée et exécutée par les anti-démocrates de l'opposition et de l'armée qui venaient de perdre les élections démocratiques et populaires du mois de juin 1993, après trois décennies d'un pouvoir sans partage caractérisé par des exclusions ethniques, régionales, claniques, etc... et jalonnées de tragédies sanglantes qui ont étouffé des revendications de la population longtemps meurtrie.

Aujourd'hui, à la veille de l'ouverture des enquêtes judiciaires et du jugement des auteurs et acteurs du putsch du 21 octobre 1993 et des responsables des crimes qui ont accompagné cet événement et qui se poursuivent jusqu'à nos jours, le Parti SAHWANYA-FRODEBU s'interroge sur les visées de l'UPRONA et de ses complices putschistes qui, ne pouvant plus se disculper devant le peuple burundais qu'ils ont tant meurtri et la communauté internationale bouleversée par l'ampleur de leur dessein anti-démocratique, sont en train de se débattre et de fabriquer des argumentations et des thèses mensongères farfelues et éhontées, tentant de vouloir associer ou tout simplement endosser au FRODEBU la responsabilité du drame que le Burundi vit depuis le 21 octobre 1993 jusqu'à nos jours.

Cependant, des rapports d'enquêtes dignes de foi émanant de personnalités ou d'organismes neutres et impartiaux comme celui produit des ONG européens dont HUMAN RIGHT WATCH/AFRICA WATCH, et celui résultant des enquêtes de l'ONU présenté par HUSLID et AKE, ont déjà prouvé que le FRODEBU ne porte aucune responsabilité dans la crise déclenchée par les putschistes anti-démocrates le 21 octobre 1993, qu'il est au contraire la principale victime innocente. (Voir parmi des documents en annexe).

CHAPITRE.5 : DE LA RESOLUTION DE LA CRISE : PUNIR LES COUPABLES

Le 24 octobre 1993, après trois jours de prise de pouvoir et de chaos sans précédent dans le pays, les putschistes, par l'intermédiaire du Chef d'Etat Major de l'Armée, le Colonel Jean BIROMAGU, ont déclaré publiquement au peuple burundais et à la communauté internationale qui venaient de désavouer leur entreprise macabre, qu'ils avaient l'intention de remettre le pouvoir aux mains des institutions démocratiques légales moyennant une amnistie.

Cependant, tous les démocrates burundais à commencer par le FROBEDU qui venait de perdre beaucoup de ses militants et plusieurs personnalités parmi ses figures de proue à savoir son Excellence le Président NDADAYE et ses plus proches collaborateurs, ont trouvé qu'il ne serait pas sage et patriotique d'amnistier ces aventuriers criminels qui ont plongé le pays dans la crise la plus profonde de son histoire.

Appuyés par la communauté internationale, les rescapés du Gouvernement alors dirigé par Madame KINIGI ont eux aussi estimé qu'il n'était pas responsable devant le peuple burundais et tous ses amis, d'amnistier des criminels de l'acabit des sanguinaires putschistes du 21 octobre, encore que jusqu'à aujourd'hui, ils ne se sont pas encore fait identifier publiquement pour demander une quelconque amnistie.

Le peuple burundais en général, et les démocrates en particulier, ainsi que la communauté internationale, ont été unanimes pour exiger que les criminels militaires du 21.10.93 rentrent dans les casernes pour le retour de l'ordre dans le pays afin que la machine judiciaire puisse entrer en marche pour identifier, poursuivre et punir les putschistes et leurs commanditaires.

Cependant, depuis cette époque (deux ans) un constat amer :

5.1. DES POLITICIENS PUTSCHISTES DE L'OPPOSITION

L'opposition burundaise et à la tête l'UPRONA, épaulée par la majorité de l'armée burundaise essentiellement monoethnique et viscéralement anti-démocrate, et bénie par le corps judiciaire burundais également monoethnique et partisan et qui cautionne l'impunité des criminels anti-démocrates, a poursuivi son projet d'abattre toutes les institutions démocratiques issues des élections de juin 1993 sous une forme rampante. Ce qui a plongé de plus belle le pays dans un marasme social, politique, économique sans précédent.

Les crimes et autres délits imputables aux politiciens de l'opposition burundaise en général et à l'UPRONA en particulier sont notamment :

- Avoir préparé et organisé des actes de contestation des résultats des élections démocratiques de juin 1993 du 3 au 5 juin; élections jugées pourtant d'exemplaires par la majorité du peuple burundais et par toute la communauté internationale.
- Avoir préparé et organisé des actes de sabotage et visant à discréditer les institutions issues des élections démocratiques de juin 1993, se préparant ainsi à justifier le putsch qu'ils allaient orchestrer le 21.10.1993.
- Avoir renversé toutes les institutions démocratiques issues des élections de juin 1993;
- Avoir massacré et/ou participé aux massacres des militants du FRODEBU et de sa mouvance et pillé et/ou spolié tous leurs biens depuis les premières heures du putsch jusqu'à nos jours.
- Avoir perpétré le putsch de façon rampante par tous les moyens même criminels pour récupérer le pouvoir qu'ils ont perdu par les élections démocratiques de juin 1993;
- Avoir créé, organisé, financé et armé des milices criminelles et sanguinaires de l'opposition anti-démocratique.

- Avoir organisé des journées ville-morte et autres manifestations ou actes criminels qui ont consacré la purification ethnique des quartiers, des zones de la capitale et dans tous les centres provinciaux, communaux et autres de l'intérieur du pays.
- Etre auteur de l'épuration ethnique dans tous les services étatiques, para-étatiques et privés du pays.
- Participer à l'épuration ethnique des écoles secondaires et de l'Université.
- Orchestrer des assassinats, des massacres et/ou inciter régulièrement à l'assassinat des cadres et des militants issus des Forces de Changement Démocratique.
- Lever constamment l'armée contre la gestion démocratique du pays.

Le parti SAHWANYA-FRODEBU demande que tous ces politiciens bourreaux du peuple burundais et de la démocratie soient identifiés et punis.

5.2. LES PUTSCHISTES DE L'ARMÉE BURUNDAISE

L'armée burundaise majoritairement monoethnique, indisciplinée et rebelle au rétablissement des institutions démocratiques, est sortie des casernes avec les armes le 21 octobre 1993 pour tuer la démocratie. Elle n'a jamais regagné les casernes pour permettre le retour à la paix. Elle a au contraire intensifié sa campagne de poursuivre et de traquer des cadres des forces de changement démocratique et d'épuration ethnique de tous les fiefs du FRODEBU et de sa mouvance, pour aider l'opposition à en déc(illisible ?) avec le FRODEBU et son projet d'asseoir la démocratie au Burundi.

Les crimes et autres délits imputables à l'armée burundaise sont notamment :

- Avoir exécuté le coup d'Etat du 21 octobre 1993, assassiné Son Excellence le Président Melchior NDADAYE, démocratiquement élu par le peuple ainsi que plusieurs de ses plus proches collaborateurs et d'autres dignitaires et mandataires des forces de changement démocratique. (Voir document en annexe « les putschistes du 21 octobre 1993 »).
- Avoir été un instrument de décapitation des institutions issues des élections démocratiques de juin 1993.
- D'être lancée dans tout le pays pour massacrer les électeurs démocrates du FRODEBU et sa mouvance depuis les premières heures de la crise que nous traversons.
- Avoir refusé de regagner les casernes pour permettre le rétablissement de la paix dans le pays.
- Avoir formé et armé des milices criminelles tutsi et s'en être utilisé.
- Protéger et/ou participer aux actes criminels des milices et autres organisations de malfaiteurs tutsi.
- Organiser, accompagner et aider les déplacés tutsi à s'attaquer régulièrement aux populations hutu qui sont restées sur les collines provoquant des morts, des incendies de maisons et des accès de pillage.
- Son manque de neutralité : s'afficher comme une milice de protection de l'ethnie tutsi contre l'ethnie hutu.
- De présenter comme un parapluie de l'opposition dans ses revendications même sous forme violente ou criminelle.

- Avoir investi toutes les écoles secondaires du pays ainsi que l'Université : avoir armé les élèves et étudiants tutsi de fusils, de grenades, de baïonnette etc., et les pousser à tuer et/ou à chasser tous les élèves et étudiants hutu des établissements secondaires et de l'Université, consacrant ainsi la purification ethnique dans l'enseignement, et cela dans la logique du plan BANKAMWABO Ignace de transformer les établissements secondaires et l'Université en Camps d'entraînement militaire.

- Participer aux assassinats de cadres et autres personnalités issus des Forces de changement démocratique.

- Arrêter régulièrement des cadres et autres personnalités des forces de changement démocratique sur les positions militaires, sur les voies et autres lieux publics et aller les exécuter sans procès dans les brigades, dans les camps militaires, dans les prisons ou ailleurs.

- Avoir mis à feu, à sang, et à sac et continuer toujours à mettre à feu, à sang et à sac tous les fiefs qui ont voté massivement pour le changement démocratique en juin 1993.

- Participation et/ou couverture des actes d'épuration ethnique dans les zones de la Mairie de Bujumbura et dans les centres provinciaux, communaux et autres à l'intérieur du pays.

- Refuser de dénoncer ou de se désolidariser avec les putschistes et autres criminels de ce corps.

- Avoir tué et continuer toujours à tuer plusieurs milliers de vies innocentes et sur des critères ethniques sous prétexte de désarmement ou de poursuite de bandes armées.

- Destruction du patrimoine environnemental du pays par des incendies et des feux de brousse, incendies de beaucoup de boisements partout dans le pays sous prétexte de lutte contre les bandes armées.

Depuis le début de la crise et surtout après le lancement de la campagne de désarmement ou de lutte contre les bandes armées jusqu'au mois de septembre 1995, le Département des Forêts

du Ministère de l'Environnement a déjà enregistré la disparition de plus de 60.000 ha de boisements.

Plus de la moitié de ces boisements ont été incendiés par les militaires burundais. Ceux-ci justifient ces actes répréhensibles par ce qu'ils appellent des « feux ou incendies de sécurité » soi-disant qu'ils veulent déloger ou détruire les repaires des bandes armées.

Tous les burundais, amis de l'environnement ainsi que tous les écologistes du monde devraient se lever pour décrier ces actes de barbarie, et au besoin intenter un ou des procès dans les tribunaux internationaux contre ce corps militaire burundais, responsable de ces crimes contre la nature et l'environnement, et partant contre l'humanité.

- Bref, s'être érigée en un instrument des fossoyeurs du peuple et de la démocratie.

Le parti SAHWANYA-FRODEBU exige que tous les sanguinaires, et autres malfaiteurs de l'armée soient identifiés, traduits en justice et punis pour épurer ce corps d'éléments criminels.

5.3. LES PUTSCHISTES ET LE CORPS JUDICIAIRE BURUNDAIS

La justice Burundaise, par sa médiocrité et surtout par sa mauvaise foi en la démocratie, n'a jamais voulu poursuivre et punir aucun conjuré au putsch du 21 octobre 93. Même Ngeze François qui a pris la tête du pays après avoir assassiné le Président légitime Melchior NDADAYE continue de courir les rues et à orchestrer d'autres crimes odieux malgré les plaintes déposées par le Parti SAHWANYA-FRODEBU ou par d'autres démocrates indépendants auprès des instances judiciaires. Cette justice injuste et partisane continue à pratiquer la justice de deux poids, deux mesures.

Elle contribue elle aussi à parachever le projet des putschistes, visant à décapiter les institutions démocratiques :

- Elle couvre et/ou encourage l'impunité des crimes même criants des putschistes ou des putschisants ou tout simplement de l'Opposition et autres criminels tutsi. Le cas le plus

flagrant est celui des bandes armées, de terroristes sanguinaires tutsi qui sont connu de tout le monde mais que le corps judiciaire burundais se refuse d'appréhender, juger et punir. Voici présentés quelques cas de ces bandes de criminels bénis par la justice burundaise. (Voir le document en annexe).

Elle a déjà opéré et continue toujours à opérer des actes d'arrestation et/ou d'exécution des cadres et autres personnalités des forces de changements démocratiques même sur un simple soupçon ou dénonciation.

Les éléments qui prouvent que le corps judiciaire burundais est complice et/ou est partie prenante des événements dramatiques déclenchés le 21 octobre 1993 par les ennemis de la paix et de la démocratie.

- Beaucoup de magistrats burundais sont impliqués dans les événements déclenchés par le putsch sanglant du 21 octobre 1993. Comme exemple : on pourrait citer le cas de Venant NTAKIMAZI, Juge Président de Grande Instance à KARUSI qui, armé d'un fusil kalashnikov, a dirigé les massacres des militants du FRODEBU à KARUSI le 22 octobre 1993. Le 23 octobre 1993, le commissaire de la Police Judiciaire de KAYANZA, monsieur Firmin BIRAHU tua par coup de revolver le nommé NTAHOMVUKIYE Elie, Directeur du Lycée de KAYANZA, (Ex-gouverneur de province KAYANZA). Le Président du Tribunal de Grande Instance de MWARO, dont la camionnette de fonction charriait des hutu à l'intérieur du camp MWARO pour y être exécutés.

- Couvrir les putschistes du 21/10/1993 en se refusant de les identifier, de les juger et de les punir.

- Se présenter comme l'avocat des putschistes et leurs acolytes d'une part, et comme un instrument d'oppression des démocrates, d'autre part.

- S'être refusé de mener et de suivre les enquêtes sur les dossiers judiciaires des criminels de l'opposition impliqués fréquemment dans des assassinats, des massacres et autres actes de vandalisme et de criminalité.
- Son manque de neutralité politique et son dessein anti-démocratique.
- Pratiquer la justice de deux poids deux mesures selon des considérations ethniques et/ou partisans. (Voir document en annexe « Quid de la magistrature au Burundi »)
- Opérer des arrestations arbitraires, des cadres et autres personnalités des forces de changement démocratique.
- Arrêter, emprisonner arbitrairement et juger beaucoup de cadres et citoyens démocrates sur des dossiers et procès pré-fabriqués.
- Pérenniser la crise par l'impunité qu'elle couvre.

En conséquence, le Parti SAHWANYA-FRODEBU qui est la principale victime de la tragédie et du génocide débutés dans la nuit du 21 octobre 1993 par les anti-démocrates putschistes de l'Opposition et de l'Armée et pérennisé par le comportement criminel et irresponsable de la justice burundaise demande que :

a) Tout l'appareil judiciaire burundais soit disqualifié et condamné par la Cour Internationale de Justice car il est entaché de tares et de torts qui l'ont marqué pendant les 3 décennies de dictature et d'oppression du peuple et de la démocratie manquant très dangereusement à sa véritable mission de rassurer, protéger le peuple et les institutions dont celui-ci se dote. Ce corps se présente actuellement comme un des grands vecteurs de l'insécurité que connaît notre pays (voir annexe « La justice comme vecteur de l'insécurité et comme instrument pour le retour à la paix »). Le cas du Président de la Cour Constitutionnelle monsieur NIYUNGEKO Gérard, qui ne sert que la cause de l'Opposition, mérite d'être évoqué ici.

b) Tous les hauts responsables de l'appareil judiciaire burundais qui ont brillé par la complicité avec les putschistes ou les milices soient traduits en justice à commencer par le Procureur Général de la République, Monsieur BUTASI Jean Bosco et tous les magistrats qui ont bloqué des dossiers judiciaires en rapport avec les auteurs et acteurs du putsch du 21 octobre 1993, de ceux des coupables de massacres, d'attentats, d'assassinats et autres crimes qui se sont perpétrés à partir de cette date jusqu'à nos jours.

c) De se garder d'associer les magistrats véreux de l'appareil judiciaire burundais dans les enquêtes et les jugements des crimes commis depuis le 21 octobre 1993, au risque de se faire dérouter ou détourner, car pas mal d'entre eux ont les mains entachées de sang ou sont responsables ou complices d'autres crimes qui ont marqué notre société durant cette crise que nous traversons.

N.B. Pour en savoir plus sur le corps judiciaire burundais et ses multiples défauts, il convient de s'en référer au document en annexe « Etat des lieux du ministère de la justice ».

(... illisible...) des prévenus dans des prisons du BURUNDI sont des militants du FRODEBU et de sa mouvance et la plupart d'entre eux sont détenus arbitrairement et sans dossiers.

Dans ces prisons, on enregistre souvent des exécutions sommaires ou des disparitions des détenus comme ce fut le cas à KARUZI (PRISON DE LA R.S.P) où 33 prisonniers ont été exécutés par les policiers le 1 octobre 1995; ou encore le cas de la prison centrale de MPIMBA où 3 prisonniers ont été tués et 11 autres blessés le 21 octobre 1995.

Mise à part ces personnes incarcérées dans les prisons officielles, on note également plusieurs autres personnes qui restent emprisonnées au BSR (Bureau Spécial de Recherche) dans les prisons de la Police Spéciale de la Sécurité Publique (PSP) ou dans les camps militaires.

Pour la plupart de ces cas, les personnes incarcérées dans les cachots de la PSP ou dans les camps militaires sont exécutés et enterrés en cachette comme ce fut le cas des prisonniers de la

PSP de KARUSI évoqués ci-haut ou encore le cas de 138 personnes détenues au camp NGAGARA qui ont été acheminées dans la réserve naturelle de RUKOKO pour y être massacrées et jettées dans la rivière RUSIZI au mois d'avril 1995.

POPULATION CARCÉRALE AU BURUNDI JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1995

PRISON	PREVENUS	CONDAMNÉS	AUTRES CAS	TOTAL	CAPACITÉ D'ACCUEIL
1.BUBANZA	51	29	-	80	100
2. BUJUMBURA	1362	83	17	1462	800
3. BURURI	130	6	1	137	100
4. GITEGA	450	166	3	619	400
5. KIRWENA	-	3	-	3	?
6. MURAMVYA	207	18	-	225	100
7. MUYINGA	339	83	3	425	100
8. NGOZI	886	205	-	1091	650
9. RUMONGE	286	211	-	497	800
10.RUTANA	180	37	1	218	100
11.RUYIGI	351	12	-	363	100
TOTAL	4242	853	25	5120	3250